

Cybermalveillance et malveillance budgétaire

La plateforme qui vient en aide aux victimes d'attaques numériques aurait-elle aussi besoin d'aide ?

ASSISTER gratuitement les victimes de fraude numérique, sensibiliser les PME aux rançongiciels, évaluer la menace cyber... Action contre la cybermalveillance (Acyma), le groupement d'intérêt public mis sur pied en 2017 qui gère la plateforme « cybermalveillance.gouv », répond présent partout où l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) n'intervient pas. En 2022, il a reçu 280 000 de-

mandes d'assistance, soit une croissance de 61 % en un an... Pas comme ses moyens !

L'alerte a été donnée dans le rapport d'information du Sénat baptisé « *Pour une coordination de la cyberdéfense plus offensive* », rendu public le 25 juillet, qui évoque « *une menace qui se caractérise par un passage à l'échelle "industrielle" des organisations criminelles* ». La plateforme tourne pourtant en sous-effectif, avec, pour la sécuriser, un seul responsable des systèmes d'information ! Un comble pour l'expert de la menace cyber, cible appréciée des pirates...

Tintouin en numérique

« *Les dispositifs de signalement par le public sont aussi nombreux que peu connus* », raillait dans un rapport de mai 2022 la Cour des comptes, qui recommandait en premier lieu de « *renforcer [leur] notoriété* ». Bingo ! La com' est le premier poste de dépense d'Acyma, qui compte 3 communicants sur un total de 17 agents. Les magistrats recommandent, pour la plateforme, une campagne digne de la Sécurité routière. Mais la Prévention routière dispose en moyenne de 18 millions d'euros annuels pour sa publicité, et « *cybermalveillance.gouv* » d'un budget total de 2,3 millions d'euros...

En octobre, la plateforme sera également chargée de mettre en avant le Mois européen de la cybersécurité. Au menu : un hashtag pour que les internautes prodiguent leurs conseils contre les flibustiers du Net, ainsi qu'une table ronde... Rien pour les victimes des hackers qui ne sont pas adeptes des réseaux sociaux ?

« *Cybermalveillance.gouv* », qui accumule les projets, devrait récupérer la gestion du « *17 cyber* », un numéro d'appel universel pour les victimes d'attaques numériques, et mettre en œuvre le filtre anti-arnaque annoncé par le gouvernement en mai. Difficile, néanmoins, de signer de nouveaux CDI sans garantie de ressources ni de séduire des cracks du hacking sans salaires attractifs...

La Toile mystérieuse

Les sénateurs estiment enfin qu'il faudrait « *concentrer les efforts budgétaires publics sur un seul acteur* » comme l'Acyma. Un vœu pieux alors que pas moins de 12 centres d'urgence régionaux de l'Anssi, lancés en 2021 via un plan de relance à 12 millions d'euros, brouillent un peu plus les pistes... Si le déploiement de ces centres flatte les patrons de région, « *la pérennité de leur financement n'est pas assurée* », notent les rapporteurs.

Tout ça pour quoi ? Les centres d'appels n'entendent que rarement leur téléphone sonner. « *La Lettre A* » (19/5) évoque une petite soixantaine d'appels en six mois pour l'unité normande. Et gare aux urgences : les agents ne décrochent qu'aux horaires de bureau ! Pour l'instant, ils se contentent de renvoyer les victimes vers l'Acyma, pour qu'elles soient mises en relation avec des « *partenaires de confiance* » à même de les aider.

Un amendement du 28 octobre 2022 porté par les députés de la majorité visait, dans ce contexte, à doubler le budget du groupement d'intérêt public... Il a été balayé, victime de la malveillance du 49.3 !

Fanny Ruz-Guindos